



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale
du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du 25 SEP 2023 mettant en demeure la société dénommée **TELAMON DEVELOPPEMENT** à **SANDOUVILLE** et **LOUDAL** de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société PANHARD DEVELOPPEMENT devenue TELAMON DEVELOPPEMENT sur les communes de SANDOUVILLE et LOUDAL ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 28 août 2023 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier du 11 septembre 2023.

CONSIDÉRANT :

que lors de l'inspection du 17 août 2023, il a été constaté que tous les réseaux n'étaient pas équipés de dispositifs de comptage ni de dispositifs de disconnection, et que les travaux n'étaient pas conformes à la demande d'autorisation d'exploiter ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1.3, 2.1.1, 4.2.1 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2019 susvisé ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TELAMON DEVELOPPEMENT de respecter les prescriptions des articles 2.1.1, 4.2.1 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2019 susvisé pour son site situé sur les communes de SANDOUVILLE ET LOUDAL, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1er

La société TELAMON DEVELOPPEMENT, dont le siège social est situé 10 rue Roquépine 75008 PARIS, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions des articles 2.1.1, 4.2.1 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2019 susvisé pour son site situé sur les communes de SANDOUVILLE ET OUDALLE, à savoir :

- les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.
- un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes, sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement du HAVRE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, les maires des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société TELAMON DEVELOPPEMENT.

Fait à ROUEN, le

25 SEP. 2023

Pour le préfet, le préfet délégué,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN